

L'ILLUSION SCOLAIRE

Notre rubrique sur les projets pédagogiques alternatifs à peine ébauchée, nous pouvons déjà en tirer quelques réflexions.

Le premier est sans aucun doute ce que nous pourrions appeler **l'illusion scolaire** dont le texte d'Erckmann-Chatrion que nous reproduisons ci-après est la parfaite illustration. Tous les révolutionnaires du 18^e siècle qui ont laissé leur nom dans ces périodes troublées, tous ceux qui, ensuite, ont aspiré à des changements plus ou moins radicaux et à une ère nouvelle ont un credo : l'importance et la toute puissance de l'instruction. Pour eux, nul doute, c'est l'ignorance qui est la cause de l'état de la société qu'ils veulent améliorer ou abolir et le savoir dispensé semblablement à tous supprimera les iniquités sociales dans une communauté nouvelle. Le savoir, antidote de l'aliénation... **l'instruction garante de l'exercice individuel de la « souveraineté »**... comme si la domination n'était que subie et qu'il suffit d'en être conscient pour qu'elle ne puisse plus s'imposer... C'est assurément Condorcet qui a le mieux théorisé cette conception d'une instruction publique conférant à chacun jugements éclairés et esprit critique, conditions de l'harmonie sociale, conception que toute la bourgeoisie « éclairée » et humaniste du 19^e siècle fera sienne et que résume le sous-maître d'Erckmann-Chatrion : « *il n'y aurait point d'antagonisme des classes si on avait pris soin d'instruire le peuple et les paysans voteraient comme les bourgeois.* » Partant de ce principe, Jules Ferry a instauré l'école pour le peuple et « les hussards de la République » ont œuvré pour une école libératrice.

Pourtant, parmi les thuriféraires du savoir, à l'égal du sous-maître d'Erckmann-Chatrion, **un premier clivage** est à noter entre, d'une part ceux qui par intérêt de classe (chacun à la place qui lui revient dans une hiérarchie « naturelle ») ou par illusion et candeur (l'égalité des chances) limitent l'action de la collectivité en direction de la jeunesse à la propagation du savoir et considèrent que l'éducation est du ressort de la famille et d'autre part ceux qui, conscients que le savoir n'est libérateur qu'à certaines conditions, estiment que la formation du futur membre de la société à laquelle ils aspirent ne peut échapper au législateur et doit concerner la personne dans sa totalité. Pour ces derniers, on ne peut espérer une refonte de la société sans un changement « dialectique » de ceux qui la composent. « *Réaliser l'instruction par la révolution et la révolution par l'instruction* » écriront les auteurs de la Conjuración des Égaux. Le projet éducatif incorporé au projet politique consistera à édifier un individu générant les changements et que les changements généreront. Les révolutionnaires les plus radicaux savent aussi que l'action éducative ne peut se limiter à la jeunesse et qu'il convient d'agir sur tous non seulement pour préparer chacun aux changements en extirpant les « préjugés ancestraux » mais aussi

pour convaincre l'ensemble de la nation de l'intérêt des mesures nouvelles qui régenteront la vie individuelle et collective. Ce clivage instruction / éducation divisera les révolutionnaires de 1789 et cette volonté politique déjà constatée chez Le Peletier et les Égaux, nous l'observerons dans les projets et les réalisations que nous souhaitons encore présenter dans cette rubrique.

Une caractéristique commune des projets visant à assurer l'éducation du futur citoyen, c'est la volonté de soustraire les enfants à toute influence et notamment à celle de la famille. Pour un temps plus ou moins long (7 ans dans le plan de Le Peletier, 10 ans pour Sébastien Faure, davantage chez d'autres) on accueillera à temps complet la jeunesse dans des établissements où ils recevront « *même nourriture, mêmes vêtements, mêmes soins, même instruction* » (Le Peletier). La défiance à l'égard d'un milieu familial perpétuant les « vices de l'ancien régime » oblige à déposséder un temps la famille des droits sur l'enfant au profit de la collectivité « *sans qui il faut renoncer à former les mœurs* » ; une éducation égalitaire et globale assurant l'acquisition de « *bonnes habitudes et les avantages dont l'utilité est commune à l'homme de tous les états.* » (Robespierre).

Cette formation de l'individu doit-elle être assurée dans son contenu et ses modalités par l'État ? **Autre clivage** chez les partisans de cette formation globale entre ceux que nous qualifierons commodément de jacobins centralisateurs et ceux qui après Marx et Engels seront partisans pour des raisons que nous verrons de préserver l'école du pouvoir de l'État comme de celui de l'Église.

Enfin, dernier constat : tous les projets pédagogiques véritablement alternatifs abolissent le divorce habituel entre formation intellectuelle et activité manuelle. Mais là aussi, un **clivage apparaît quant aux buts de ces activités de production** intégrées dans le temps de formation. Pour les Égaux, par exemple, le travail manuel (exercé au sein des établissements d'éducation) est seulement l'occasion d'exercices physiques au même titre que les activités sportives. Pour d'autres, il ne sera qu'une préparation à l'exercice d'un métier alors que pour Le Peletier et Robespierre, mais aussi pour Marx, pour Makarenko et Lounatcharsky en URSS après 1917, à Cuba plus tard, le travail de la terre et dans des ateliers hors des établissements scolaires est à la fois formateur intellectuellement et une ouverture sur le monde de la production et les réalités sociales en intégrant la jeunesse dans la communauté des travailleurs et des citoyens.

M.V.

« C'est l'instruction seule qui fait les hommes, qui leur permet de s'élever et de prospérer : celui qui ne sait rien végète dans la servitude. »

Et puisque me voilà revenu sur ce chapitre, je te dirai, pour finir mon histoire, que je me suis toujours occupé de la question de l'instruction. Que veux-tu ? on n'a pas été maître d'école pour rien, et puis cette question est aussi la première de toutes ; j'entends l'instruction du peuple, comprends-moi bien. Les riches n'ont pas besoin que l'on s'occupe d'eux. Les collèges, les lycées, les universités pour instruire leurs enfants n'ont jamais manqué dans notre pays, et l'argent non plus pour payer les professeurs, même lorsque les maîtres d'école étaient réduits à chercher leur nourriture de porte en porte. Aussi notre bourgeoisie s'est élevée de plus en plus depuis soixante-dix ans ; mais à mesure qu'elle montait, elle s'éloignait du peuple, qui restait en bas dans son ignorance. Le grand malheur de notre nation, ce que les gazettes appellent « l'antagonisme des classes », vient de là. Il n'y aurait point d'« antagonisme » si on avait pris soin d'instruire le peuple, et les paysans voteraient aujourd'hui comme les bourgeois. Malheureusement on a voulu dominer, former une espèce de noblesse de l'instruction et de l'argent, on s'est conduit comme des égoïstes, et maintenant on récolte ce qu'on a semé : la division de la nation en deux classes, celle des gens instruits qui votent pour la liberté, parce qu'ils comprennent que sans liberté on n'est sûr de rien, et celle des ignorants qui votent pour Pierre ou pour Jacques, suivant que Pierre ou Jacques sont les maîtres, qu'ils ont pour eux les curés, les gardes champêtres et les gendarmes. Aujourd'hui ces choses sont claires pour tous, les plébiscites de Bonaparte et de sa bande ont ouvert tous les yeux ; on comprend enfin que l'ignorance du peuple est un danger terrible, et tout le monde réclame l'instruction primaire gratuite et obligatoire. Il est vrai que plusieurs ne la voudraient pas obligatoire ; ils parlent de la liberté des père et mère, mais quand on prend nos enfants à vingt ans, pour les envoyer sur les champs de bataille, on ne parle pas de liberté !... Laissons cela, c'est la fin du vieil égoïsme ; il n'en a plus pour longtemps, laissons-le mourir de sa belle mort.

Nous aurons donc bientôt l'instruction primaire gratuite et obligatoire, et je m'en réjouis d'avance. Ne crois pas cependant que cela suffira pour nous remettre à la place que

nous occupions depuis 1789. Imposer à tous les Français l'obligation d'apprendre à lire, écrire et calculer, ouvrir de nouvelles écoles, débarrasser les maîtres de la surveillance des curés, augmenter le nombre des instituteurs et leurs appointements, c'est bien, c'est même très bien, et pourtant ce n'est pas tout. Moi, ce qui m'intéresse le plus, c'est de savoir ce qu'enseigneront ces maîtres d'école nombreux et bien payés. Leur enseignement sera-t-il monarchique ou démocratique ? Voilà le fond de la question. S'ils doivent continuer d'apprendre à nos enfants ce qu'ils leur ont enseigné jusqu'à ce jour : le catéchisme et l'histoire des rois de France, j'aimerais presque autant en avoir moins, car, moins nombreux, ils feraient moins de mal. Il y a instruction et instruction. On peut être très instruit et très bête, cela se voit tous les jours. Est-ce que les Allemands, par exemple, qui savent tous lire et écrire, ne sont pas le peuple le plus sournois et le plus brutal de l'Europe ? Est-ce qu'ils n'ont pas rétabli le droit de confiscation et de conquête pour voler et dépouiller sans scrupules les vaincus ? D'où cela vient-il ? De la mauvaise instruction qu'on leur donne ; au lieu de leur enseigner l'amour de l'humanité, de la liberté, de la justice, on leur fourre dans la tête des idées de vengeance, de rapine et de domination ! Le simple bon sens devrait pourtant dire à ces gens que leur manière de se faufiler chez les peuples voisins, comme amis, pour espionner et prendre l'empreinte des serrures, est une chose honteuse et malhonnête ; que Schinderhannes lui-même n'agissait pas autrement ; et qu'un peu plus tôt, un peu plus tard, l'Europe les traquera comme une bande de loups ! Mais avec leur grande science, tous ces Allemands sont très bornés ; le plaisir de happer le bien des autres leur trouble la cervelle ; et cela prouve que la question de l'instruction est dans les choses qu'on enseigne bien plus que dans le reste. Tu aurais beau couvrir la France d'écoles, si les maîtres enseignaient aux enfants que deux et deux valent un, et que les peuples sont faits pour se combattre et se détruire comme des bêtes féroces, c'est la bêtise et la barbarie et non l'intelligence humaine que tu développerais.

Je dis donc qu'il faut mettre de côté les livres monarchiques et les remplacer par des livres démocratiques.

L'histoire sainte et le catéchisme ne regardent pas l'instituteur ; que le curé les enseigne dans son église, et le pasteur dans son temple, rien de mieux ; c'est leur droit et leur

devoir. – Mais c'est aussi notre devoir d'exiger que l'instituteur apprenne à nos enfants l'histoire de la race française et le catéchisme des droits et des devoirs du citoyen français. – Je dis l'histoire de la race française et non l'histoire des rois de France, afin qu'on sache ce qu'était le peuple du temps des Gaulois, sous les Romains, les Mérovingiens, les Carolingiens, les Capétiens ; ce qu'il supportait, ce qu'il souffrait, ce qu'il endurait, enfin ce qu'il était dans la nation. Qu'on raconte aux enfants les améliorations, les inventions, les progrès de l'instruction, de la liberté, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie ; qu'on grave dans leur mémoire les noms des hommes qui ont fait ces découvertes, provoqué ou réalisé ces améliorations ; voilà les choses qu'il faut apprendre, et les hommes qu'il faut connaître, aimer et respecter dès l'enfance.

Et de même pour le catéchisme des droits et des devoirs du citoyen français. Dans un pays de suffrage universel, il faut que le peuple agisse en connaissance de cause. Je voudrais que ce petit livre, par demandes et par réponses, apprit à nos enfants les droits et les devoirs qu'ils auront un jour. – Qu'est-ce que la démocratie ? qu'est-ce que la constitution ? qu'est-ce que la commune, le canton, l'arrondissement, le département ? Quels sont les droits du préfet, du conseil général, du conseil municipal, du maire ? Qu'est-ce que la loi électorale ? quels sont les droits et les devoirs de l'électeur, etc., etc. ? Tout cela, clair et simple, dans un langage à la portée de tout le monde, peut tenir en cent pages, l'histoire du peuple français en deux cents. Il faudrait mettre tout de suite ces petits livres au concours, et les enseigner dans les écoles primaires. Dans dix ans, quand tous ceux qui vont en classe aujourd'hui, et auxquels vous aurez appris ces choses, seront devenus électeurs, vous aurez un suffrage universel éclairé, capable de discuter, de choisir, d'exercer réellement sa souveraineté. On ne lui escamotera plus de plébiscites ; la liberté sera fondée sur des bases solides, et notre pays reprendra peut-être pour des siècles la première place en Europe.

D'ailleurs, qui vous empêcherait de faire subir un examen aux jeunes gens, avant de les inscrire sur les tables électorales ? On en passe bien un pour être admis à la première communion. Tu réclames ton droit, prouve que tu le connais, que tu es à même de l'exercer ; autrement tu ne seras pas inscrit. Ce serait juste puisqu'on leur aurait enseigné leurs

droits et leurs devoirs de citoyen à l'école. Par ce moyen, vous purifieriez, vous relèveriez le suffrage universel.

Voilà ce que peut faire l'instruction primaire gratuite et obligatoire, organisée démocratiquement ; elle peut effacer « l'antagonisme des classes » et relever notre pays. J'avais donc raison de te dire que c'est la question principale, celle dont il faut s'occuper avant toutes les autres.

Ne pense pas néanmoins que je considère l'instruction secondaire comme inutile au peuple, et bonne seulement pour les fils des gens de commerce et des bourgeois. Rien n'est plus loin de mes idées. Je regarde au contraire cette instruction comme indispensable, et je voudrais voir établir beaucoup d'écoles supérieures ; il n'y en aura jamais trop. Ces écoles existent déjà dans un certain nombre de bourgades, je le sais ; mais on les a malheureusement négligées jusqu'à ce jour ; elles ne produisent rien, ou presque rien. Ce serait pourtant facile d'en faire quelque chose de très bon, et cela sans grande dépense. Voici comment : nous avons dans chaque chef-lieu de canton un juge de paix, un pharmacien, deux et même jusqu'à trois médecins. Pourquoi ne demanderait-on pas au juge de paix de faire un cours de droit pratique, au pharmacien un cours de botanique et de chimie, au médecin un cours d'hygiène et de médecine élémentaire ? Ils ne refuseraient pas, j'en suis sûr, et se contenteraient de peu de chose pour leurs peines. Ces écoles deviendraient ainsi de petites facultés rurales, où les paysans riches enverraient leurs enfants, et les communes leurs meilleurs élèves, ceux qui se seraient le plus distingués par leur application et leur intelligence. Elles produiraient le plus grand bien ; au bout de quelques années, nous aurions les paysans les plus instruits de l'Europe.

Et si avec cela on organisait dans chaque village des bibliothèques sérieuses, où les gens trouveraient de bons livres d'histoire, de morale, de droit, d'agriculture, de sciences, pour s'instruire et se perfectionner de plus en plus ; si nos écrivains, nos hommes de talent se mettaient à faire des ouvrages et des journaux à bon marché ; s'ils comprenaient enfin qu'au lieu de vendre leurs livres à deux ou trois mille exemplaires, ils trouveraient, en écrivant pour le peuple, des centaines de mille et bientôt des millions d'acheteurs, sans parler du plaisir d'être utile à son pays, de faire des choses nouvelles, de travailler au développement de la civilisation, à quel degré de prospérité n'arriverait pas bientôt notre race !

Mais je m'arrête... Je vais peut-être trop loin ; il ne faut pas décourager les hommes de bonne volonté, en leur demandant trop de choses à la fois. Dieu veuille pourtant que ces améliorations et ces progrès s'accomplissent le plus tôt possible ! C'est le vœu d'un ancien sous-maître qui a vu de près les misères de l'ignorance, et d'un vieux Français qui aime son pays. »

ERCKMANN-CHATRIAN, Histoire d'un sous-maître
Édition originale : Hetzel, 1872

On ne connaît plus guère cet écrivain quadrumane (ou bicéphale – selon que l'écrit commence sur la feuille ou s'élabore préalablement dans le cerveau) dont les œuvres, avec celles de Jules Verne, furent, sous la Troisième République, abondamment distribuées comme prix d'honneur et d'excellence dans l'école de Jules Ferry. À plus de cinquante ans de distance, le narrateur de *Histoire d'un sous-maître* retrace ses quelques années d'enseignement pendant la première Restauration. C'est l'histoire d'un jeune homme pauvre, nourri par les idées de la Convention girondine (Condorcet : « Plus un peuple est éclairé, plus ses suffrages sont difficiles à surprendre. ») qui, pour fuir la conscription, s'engage comme adjoint dans l'école d'un petit village vosgien. Malgré l'estime de ses élèves et de leurs parents et à cause du succès de ses méthodes, il est contraint par le curé de la paroisse à abandonner l'enseignement.

Ces pages, qui terminent le roman, constituent un exemplaire profession de foi républicaine et laïque et annonce, à 12 ans de distance, l'entreprise scolaire de Jules Ferry. C'est en effet sur de telles bases que s'engageront les *bussards noirs*, pour récupérer l'Alsace et la Lorraine comme pour promouvoir les enfants méritants, notamment ceux dont la mère s'use les yeux à retailer les vêtements portés jusque là par un grand frère tombé hier d'un toit... Car les pauvres ne sont pas d'une race différente : instruits comme il faut, ils peuvent réussir aussi bien que les bourgeois. On entend le futur ministre : « Dans le maître et le serviteur, vous n'apercevez plus que deux hommes égaux qui contractent ensemble, ayant chacun leurs droits précis, limités et prévus, chacun leurs devoirs et, par conséquent, chacun leur dignité. » Et Ferdinand Buisson est bien près de vendre la mèche : « L'école fera la lumière. Il n'est pas vrai qu'il y ait deux France, qu'il y ait deux peuples dans ce peuple. » Mais en attendant ? Instruisons, instruisons,

Erckmann-Chatrion le garantit, il n'y aurait plus d'affrontement des classes si on avait pris soin d'instruire le peuple car les paysans voteraient aujourd'hui comme les bourgeois, attachés on le sait, autant que le renard dans le poulailler, à la liberté.

La belle affaire, camarade ! Le plus fort, c'est qu'après 150 années d'école, notre monde lui donne raison : ouvriers et paysans, faute de pouvoir 'travailler davantage' n'entrevoient plus d'autre espoir que de gagner autant d'argent au loto que les bourgeois à la bourse... Ne proclame-t-on pas, même à gauche, que l'égalité des chances, sera effective lorsque les *gentils enfants de la misère des prolétaires d'Aubervilliers* intégreront HEC dans les mêmes proportions que ceux de Neuilly et, rémunérés à prix d'or, œuvreront à réduire encore le coût du travail pour accroître sans fin la rente de ceux qui ne travaillent qu'à tirer profit du travail des autres. Allez, au boulot les instits et de l'ambition, que diable ! Victor Cousin, ministre de l'instruction publique en 1840, avait bien raison d'écrire : « *Il ne fait pas de doute que de tous les moyens d'ordre intérieur, le plus puissant ne soit l'instruction générale. C'est une sorte de conscription intellectuelle et morale.* » Après la Commune, il urgeait vraiment d'ouvrir cette conscription pour fermer l'ère des révolutions... Mission accomplie, certes, mais il urge de souquer plus ferme encore car, si le concept de révolution a quasiment disparu des programmes des partis, l'iniquité de l'économie alimente toujours le risque de révoltes dont on ne sait jamais comment elles finissent...

Il reste que, comme *L'Ami Fritz*, *Le conscrit de 1813* ou *Madame Thérèse*, ce livre appartient à une littérature populaire qui a vraiment rencontré les millions de lecteurs dont parle l'auteur, alimentant à distance l'opinion 'spontanée' des braves gens que nous sommes aujourd'hui quant à l'exigence d'une instruction publique. Le mérite du propos de ce sous-maître est bien alors de révéler notre difficulté à y voir plus clair que lui dans ces questions d'école, d'éducation, de pédagogie et de pouvoir libérateur du savoir. Apprendre pour s'émanciper de quoi ? Peut-on réellement penser que cette instruction – dont nos classes préparatoires illustrent la réussite – a bien pour objectif l'émancipation de l'humanité à travers la diffusion à tous des outils du savoir ? Comment, dès lors, ne plus reproduire, à travers ce chemin qui conduit des petites aux 'grandes écoles', les échelons d'une *noblesse de l'instruction et de l'argent* qui a, comme n'importe quel marchand, tout intérêt à ce que sa marchandise soit et reste rare ? Il faut bien gagner sa vie ! Sauf que cette vie a pour tous les

individus la même *valeur d'usage* mais visiblement pas la même *valeur d'échange*... Décidément, qui parle d'égalité a souvent les yeux tristes ! Faudra-t-il, en matière d'école, tenir compte de la réflexion des quelques contemporains d'Erckmann-Chatrion (suivez mon regard !) qui soutenaient la nécessité d'abolir le salariat, de mettre fin au commerce de la force de travail, qu'elle soit manuelle ou intellectuelle, et par là-même à la division du travail ? Faudrait-il, à l'encontre de toute économie de marché, et d'abord de celui du travail, donner à la construction du savoir commun l'objectif de faire exister un monde où chacun contribuera au bien commun à la mesure de ses moyens et y puisera à la mesure de ses besoins ? Ce n'est pas pour demain, dites-vous ? Raison de plus pour s'y mettre sans attendre...

Pour mieux saisir la relativité du Savoir selon les conditions dans lesquelles il est enseigné, on ne résistera pas au plaisir de remplacer dans le texte d'Erckmann-Chatrion, quelques termes, ne serait-ce que pour renoncer à tout esprit de revanche, maintenant qu'on *leur* a repris l'Alsace et la Lorraine. Voici donc : « Il y a instruction et instruction. On peut être très instruit et très bête, cela se voit tous les jours. Est-ce que les bourgeois, par exemple, qui savent tous lire et écrire, ne sont pas la classe la plus sournoise et la plus brutale de la société ? Est-ce qu'ils n'ont pas rétabli le droit de confiscation et de conquête pour voler et dépouiller sans scrupules les travailleurs ? D'où cela vient-il ? De la mauvaise instruction qu'on leur donne ; au lieu de leur enseigner l'amour de l'humanité, de la liberté, de la justice, on leur fourre dans la tête des idées de rapine et de domination ! Le simple bon sens devrait pourtant dire à ces gens que leur manière de se faufiler dans les esprits, *comme éducateurs du peuple*, pour espionner et prendre l'empreinte des serrures, est une chose honteuse et malhonnête. » Étonnant, non ? En espérant, comme l'écrivait Borgès, que l'original ne soit pas infidèle à sa traduction...

Ne pourrait-on soutenir en effet que les bourgeois font bien mieux que les Allemands. Au lieu d'aller prendre chez chacun, et une à une, l'empreinte de toutes les serrures, il est tellement plus rentable de distribuer à tous une seule clé (de lecture) du monde, celle qui va précisément le rendre indéchiffrable. Il suffit d'obliger chacun à la forger à l'abri de la réalité de ce qui est au principe même de l'inégalité...

« *Ouh, là, là, j'peux pas dire ça aux copains !* »